

Département du Var			(Loi du 5 avril 1884, article 56)		083-218300473-20231214-20230000134-DE	
Arrondissement de Toulon			COMMUNE DE LA CRAU		Accusé certifié exécutoire	
Afférents au Conseil Municipal			En Exercice		Qui ont pris part à la délibération	
33			33		32	
DELIBERATION N°2023/099/2			EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL			
			SEANCE DU 14 DECEMBRE 2023			
<p>L'an deux mil vingt-trois et le quatorze décembre à 19 h 00</p> <p>le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian SIMON.</p> <p>PRESENTS : Christian SIMON, Jean-Pierre EMERIC, Anne-Marie METAL, Alain ROQUEBRUN, Hervé CILIA, Marie-Claude GARCIA, Julien DIAMANT, Elodie TESSORE, Michèle PASTOREL, Camille DISDIER, Stéphane POUGET, Catherine DURAND, Michel TRAVO, Martine PROVENCE, Emmanuel BIELECKI, Marie-Ange BUTTIGIEG, Fabrice WERBER, Muriel PICHARD, Richard CASSAGNE, Denise BUSCAGLIA-REBOULEAU, Céline CONTANT, Yann DERRIEN, Monique BOURCIER, Carine CORTES, Sandrine BOFFA, Gilles RUS, Maguy FACHE, Jean CODOMIER Paule MISTRE donne procuration à Elodie TESSORE, Coralie MICHEL donne procuration à Muriel PICHARD, Christian LESCURE donne procuration à Jean-Pierre EMERIC, Gérard VIVIER donne procuration à Monique BOURCIER</p> <p>ABSENTS EXCUSES : Christian DAMPENON</p> <p>ABSENTS :</p> <p>SECRETAIRE : M. BIELECKI</p>						
NATURE :		Institutions et vie politique Intercommunalité				
OBJET :		Débat en Conseil Municipal sur les orientations du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI)				
RECEPTION EN PREFECTURE :						
AFFICHAGE :						
PUBLICATION :						
NOTIFICATION :						

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L151-1 et suivants, ainsi que les articles L153-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L581-14 et suivants, ainsi que R581-72 et suivants ;

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

VU la délibération n°20/12/800 du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du RLPi arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

CONSIDERANT que depuis le 1er janvier 2018, la Métropole TPM est compétente de plein droit en matière de Règlement Local de Publicité sur le territoire ;

CONSIDERANT que le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) ne comporte pas de Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) comme les PLU, mais que l'article R581-73 du Code de l'environnement énonce que le rapport de présentation du RLP « s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs ». En d'autres termes, il fait référence à des orientations et objectifs en matière de publicité extérieure ;

CONSIDERANT que, dans le cadre de l'élaboration d'un PLU, conformément à l'article L153-12 du Code de l'urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ;

CONSIDERANT que les objectifs du RLPi ont été approuvés par la délibération n°20/12/800 du 15 décembre 2020 du conseil métropolitain, à savoir :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage de la publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

CONSIDERANT que les orientations du projet de RLPi sont annexées à la présente délibération afin de répondre aux objectifs susvisés,

CONSIDERANT qu'il est proposé que le conseil municipal prenne acte de la présentation et du débat sur les orientations générales du RLPi.

Monsieur Jean-Pierre EMERIC – Rapporteur, informe les membres du Conseil municipal que l'article L158-14 du Code de l'environnement prévoit, depuis la loi Engagement National pour l'Environnement n°2010-788 du 12 juillet 2010, que l'Etablissement Public de Coopération intercommunal (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents

d'urbanisme en tenant lieu, et en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). A ce titre, la Métropole TPM est compétente pour élaborer et réviser le règlement local de publicité intercommunal. Il est à noter que le règlement local de publicité communal approuvé le 13 juin 2006 est caduc depuis le 13 juillet 2022. A ce jour, le territoire n'est donc plus couvert par un règlement.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est conçu comme un outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il régit les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes.

Les orientations décidées par la Métropole sont les suivantes :

- Orientation n°1 - Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien qui fait l'attractivité résidentielle de TPM, notamment en réduisant la densité des affichages publicitaires ;
- Orientation n°2 - Valoriser l'image de TPM par la qualité de ses entrées de villes et traversées de Territoire, en réduisant l'emprise des affichages sur les entrées de ville et en préservant les cônes de vue ;
- Orientation n°3 - Préserver et mettre en valeur l'identité de TPM, ses richesses paysagères et patrimoniales ;
- Orientation n°4 - Intégrer la visibilité des activités économiques et culturelles, notamment en prenant en compte le besoin des activités locales de se signaler ;
- Orientation n°5 - Adapter la règle nationale d'extinction nocturne pour les dispositifs lumineux, notamment en limitant l'implantation de publicités numériques.

**ENTENDU L'EXPOSE,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL MUNICIPAL**

ARTICLE 1 : PREND ACTE de la présentation et de la tenue du débat en séance sur les orientations générales du RLPi, en application des dispositions combinées des articles L581-14 de Code de l'environnement.

ARTICLE 2 : PRECISE que la présente délibération sera affichée, pendant un mois, en Mairie de La Crau

Fait à La Crau, les Jour, Mois et An susdits,
Pour Extrait Conforme,
Le Maire
Conseiller Départemental du Var
Conseiller Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée
Président du CDG 83

Le Secrétaire
Emmanuel BIELECKI



Le conseil Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou le cas échéant de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr